

## Discours Union Locale CGT d'Arles du 1<sup>er</sup> mai 2025

Cher.e.s ami.e.s, cher.e.s camarades,

En ce 1<sup>er</sup> mai 2025, journée internationale de lutte pour les droits des travailleuses et des travailleurs, nous devons plus que jamais revendiquer la Paix entre les peuples, tant les affrontements entre pays se multiplient, qu'ils soient d'ordre militaire ou économique.

Économiques, car en raison des tarifs douaniers et des guerres commerciales de Trump, les marchés financiers s'effondrent dans le monde entier, et les risques de récession mondiale grimpent en flèche. Hier comme aujourd'hui, l'impérialisme américain veut le contrôle des matières premières et la soumission militaire. Donald Trump, homme d'affaire corrompu devenu politicien, qui comprend les relations internationales comme des pactes mafieux, veut assoir la suprématie économique et politique des USA en ponctionnant le Groenland et ses mines, la République Dominicaine, les terres rares d'Ukraine, faire du Canada un nouvel état des États-Unis.

Affrontements militaires, car le 7 octobre 2023 et, depuis, la guerre israélienne contre Gaza, constituent des événements sans précédent par leur ampleur et leur horreur. A la suite de la Cour Pénale Internationale, comment ne pas considérer comme un génocide l'assassinat de dizaines de milliers de Palestiniens par le gouvernement d'extrême-droite israélien, dont quatre cinquièmes de femmes et d'enfants, ainsi que la destruction de la majorité des infrastructures des gazaouis et de 85 % des logements, l'assassinat ciblé de 200 journalistes ?

Il est temps aussi que cesse le massacre en Ukraine, avec probablement près d'un million de morts et de blessés, des deux côtés de la ligne de front. Alors que les USA semblent vouloir se désengager de ce conflit, qu'ils ont pourtant largement financé et entretenu, ils veulent maintenant que les états européens prennent de plus en plus à leurs charges les coûts faramineux du fonctionnement de l'OTAN.

Et c'est ainsi que, sous la houlette de la commission européenne, les 27 ont engagé une course aux armements. Sous le prétexte d'une soi-disant

menace russe, nos dirigeants diffusent au sein de la population l'idée qu'un effort de guerre devra être engagé, auquel les citoyens et les citoyennes devront toutes et tous participer. Ils jouent ainsi avec les peurs pour justifier une économie de guerre et des diminutions de droits sociaux, au profit du patronat. Car les seuls gagnants de la course aux armements, ce sont les fabricants d'armes, qui enregistrent un chiffre d'affaire et des bénéfiques records. Il n'y a pas assez d'argent pour les pensions, les salaires, pour les services publics, mais pour les armes et le complexe militaro-industriel, il y a les milliards.

Et il faudrait accepter de sacrifier tous nos conquies sociaux aux seuls intérêts des marchands de canons ?

N'oublions jamais que l'impérialisme, le capitalisme, ont toujours utilisé la guerre pour sortir des crises économiques et sociales qu'ils engendrent.

Pour la CGT, ce sont toujours les travailleuses et les travailleurs, quelles que soient leurs origines, qui sont les premières victimes des guerres et des situations de pauvreté qu'elles engendrent. La nécessité de la Paix fait partie des valeurs de la CGT, parce qu'il n'y a pas de progrès social sans paix. Les syndicats appellent partout sur la planète les salarié.e.s à manifester pour défendre une paix juste et durable, dans le respect de l'intégrité territoriale des pays, dans le respect du droit des peuples à disposer d'eux mêmes, dans le respect du droit international.

Alors oui,

De l'argent pour nos retraites, pas pour les roquettes !

De l'argent pour les allocations, pas pour les canons !

De l'argent pour la Sécu, pas pour les obus !

De l'argent pour les droits des femmes, pas pour les armes !

De l'argent pour une vie digne, pas pour les mines !

De l'argent pour l'éducation des enfants, pas pour l'OTAN !

De l'argent pour les salaires, pas pour la guerre !

Guerre à la guerre, combattons les faiseurs de guerre !

Le monde capitaliste s'organise contre les intérêts des peuples, et le renforcement militaire et l'économie de guerre se font sur le dos des plus défavorisés, des femmes et des hommes qui vivent de leur travail. Et comme c'est sur la misère que se développe l'extrême droite, nous pouvons avoir des inquiétudes. Les actes racistes, antisémites, xénophobes et antimusulmans sont en augmentation constante : partout le poison de la division progresse, instrumentalisé, organisé par l'extrême droite et les médias des milliardaires.

L'extrême droite a toujours servi de relai aux demandes du Capital et des grands patrons. Aujourd'hui l'internationale réactionnaire, regroupée autour d'Elon Musk, rêve d'une déréglementation maximale des entreprises. Et ce vent de dérégulation qui souffle sur le monde arrive en Europe : ainsi le 26 février, la présidente de la commission européenne, élue par personne, a présenté un projet de directive dont l'objectif consiste à revenir sur les principales avancées sociales et écologiques du Pacte Vert, considéré par les libéraux comme des « charges bureaucratiques ». Ainsi, en France, où la ministre des comptes publics a annoncé dimanche envisager de supprimer un tiers des agences de l'Etat, soit 180 000 emplois. Cette purge de la fonction publique menace pourtant des outils démocratiques importants, tels que l'ADEME, le CNRS, l'Office Français de la Biodiversité, les Agences Régionales de Santé, et même Météo France ! Ce logiciel trumpiste est très dangereux, car la plupart de ces organismes font contre-pouvoir au gouvernement, apportent des avis scientifiques et portent une égalité de services publics sur le territoire.

Cette offensive contre les organes de la fonction publique rejoint les obsessions du Rassemblement National. Et on comprend mieux pourquoi l'extrême droite n'aime pas le service public de la justice : elle vient de condamner sa candidate, Marine Le Pen, pour détournement de fonds publics : 100 000 euros d'amende, 4 ans de prison, dont deux avec bracelet électronique, et 5 années d'inéligibilité avec exécution provisoire. Cette décision démontre qu'un parti et sa présidente ont délibérément, pendant des années, piqué dans la caisse, très loin de leur slogan « mains propres, tête haute ». Ce camp politique, pourtant si prompt à dénoncer le soi-disant laxisme de la justice et à vouloir légiférer pour une application plus stricte des peines, piétine en réalité l'État de droit en ne respectant pas une décision fondée sur des textes de loi votés par des représentants de la Nation. Ils refusent de respecter la justice, elle-même expression du peuple souverain. Nul n'est au-dessus des lois, pas même une candidate à la présidentielle.

La protection sociale aussi est attaquée, et les 200 milliards d'euros annuels d'aides publiques aux entreprises, attribuées sans ciblage, sans suivi et sans contrepartie, pèsent sur le budget national, sans jamais être remis en cause. Il faut stopper cette gabegie financière, dangereuse pour notre sécurité sociale et sa viabilité. Pour le capital, il s'agit de maximiser les profits et le versement de dividendes aux actionnaires qui atteignent encore des records, chaque année toujours plus. Pourtant, prendre des mesures de justice sociale permettrait de donner à la protection sociale les moyens de répondre aux besoins de la population : si, par exemple, on éradiquait enfin les écarts de salaires entre les femmes et les hommes, ce sont plus de 6 milliards d'€ qui rentreraient immédiatement dans les caisses. Si on taxait les dividendes au même niveau que le travail, le bénéfice serait de plus de 20 milliards d'€.

Il y a aujourd'hui urgence à augmenter les salaires avec un à SMIC à 2 000 € brut, à augmenter le point d'indice des fonctionnaires de 10 %, à revaloriser les grilles salariales pour reconnaître les qualifications, à augmenter les pensions de tous les retraités et les allocations des privés d'emploi.

Le patronat, les libéraux et l'extrême droite, rêvent de pouvoir jouer en bourse avec nos retraites. Nous y sommes opposés, comme nous sommes opposés à la remise en cause des 35 heures pour passer à 36 heures afin de financer le futur régime de retraite par capitalisation et les besoins militaires et industriels liés à l'économie de guerre.

Comme la CGT, près de 70% de la population veut l'abrogation de la contre-réforme des retraites, passée en force par 49-3 en 2023. En se mobilisant on peut les faire reculer sur cette réforme injuste, car 1 salarié sur 2 n'est déjà plus en emploi après 60 ans, et injustifiée, car les caisses de retraites sont, contrairement au budget de l'État, très peu déficitaires. Face à leur volonté de privatiser nos retraites en les jouant en bourse par la capitalisation, défendons notre système par répartition solide et solidaire ! Gagnons l'abrogation de la retraite à 64 ans !

La CGT propose des solutions pour financer les 15 milliards € nécessaires pour gagner le retour aux 62 ans, étape vers les 60 ans : égalité salariale femmes-hommes, faire contribuer les dividendes des actionnaires, lutte contre la fraude patronale aux cotisations sociales, soumettre à cotisation les primes d'intéressement et de participation, hausse de 1% des cotisations dites patronales...

Ces solutions, Sophie Binet, Secrétaire Générale de la CGT, les a présentées lors de sa venue à Arles le 25 mars dernier. Elle a aussi dénoncé la volonté du maire Patrick de Carolis de chasser l'Union Locale des syndicats CGT d'Arles de ses locaux historiques, qu'elle occupe depuis 125

ans. A cette fin, une demande d'expulsion pure et simple a été déposée devant la justice. Ce faisant, le Maire fait le choix de priver les travailleuses et les travailleurs, les privés d'emploi, d'un lieu où ils se présentent quotidiennement pour défendre leurs droits. Le Maire d'Arles s'attaque ainsi délibérément à la représentation syndicale et sa mission d'intérêt général, à l'exercice de l'activité de la CGT, dans l'entreprise et en dehors, au droit de se réunir, de revendiquer, de construire les grèves et autres initiatives qui en découlent, de manifester. Un vent mauvais souffle sur la démocratie sociale dans la ville d'Arles, sur les libertés individuelles et collectives, sur les libertés syndicales, associatives, et citoyennes.

L'union fait la force, et, confrontés aux mêmes attaques sur nos locaux, sur nos subventions, sur nos moyens de fonctionner, nous travaillons à unir nos forces pour riposter.

Nous devons avoir confiance dans l'avenir, parce qu'il dépend d'abord de nous-même, de notre capacité de mobilisation, de notre unité, de notre détermination, parce que ce sont les travailleuses et les travailleurs qui produisent les richesses de ce pays, et aussi parce que le Capital est incapable de résoudre les crises qu'il engendre autrement que par la paupérisation et la violence. Et cela finira par se retourner contre lui, inexorablement. Dans sa démarche de la double besogne, la CGT porte ainsi cette nécessité de participer à la transformation de la société, pour sortir des crises et de l'exploitation capitaliste.

Et c'est avec la CGT, que, sur Arles, les salariés se mobilisent ces derniers mois, en grève ou en débrayage, pour des embauches supplémentaires, pour des augmentations de salaires, pour améliorer leurs conditions de travail, ou encore pour dénoncer du management toxique et du harcèlement : on peut notamment citer les agents du Muséon Arlaten, les salarié.e.s de Transdev, celles du Centre Médico Psycho Pédagogique de La Roquette, celles de l'Association Maison d'Accueil, les salariés de SPC à St-Martin de Crau. Elles et ils sont présent.e.s aujourd'hui, nous pouvons saluer leurs luttes !

Nous devons saluer ces multiples luttes, et de nombreuses autres en France, car elles sont le signe que les travailleuses et les travailleurs ne désarment pas, ne se résignent pas, ne sacrifient pas leur dignité de salarié.e.s sur l'autel des profits, et continuent de combattre contre les exploiters pour défendre leurs conquises sociales, et en gagner de nouveaux.

Alors vive la lutte, vive le progrès social ! Et vive la Paix entre les peuples !